

**Convention de création d'un
Laboratoire International Associé
(LIA)**

***“France-China Particle Physics Laboratory”
(FC-PPL)***

POUR LES PARTIES FRANÇAISES

Le **Centre National de la Recherche Scientifique**, ci-après dénommé **CNRS**, établissement public à caractère scientifique et technologique dont le siège est sis 3, rue Michel-Ange, 75794 Paris cedex 16 (France), représenté par sa Présidente, Mme **Catherine BRECHIGNAC**, et par son Directeur Général, M. **Arnold MIGUS**,

Agissant au nom et pour le compte de :

- **L’Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules**, ci-après dénommé **IN2P3**, dirigé par Michel SPIRO, et ses laboratoires :
 - Centre de physique des particules de Marseille, UMR 6550, (CPPM)
 - Le Centre de Calcul de l’IN2P3, USR 6402, (CC-IN2P3)
 - L’Institut de Physique Nucléaire de Lyon, UMR 5822, (IPNL)
 - Laboratoire de l’Accélérateur Linéaire, UMR 8607, (LAL)
- **L’Université de la Méditerranée Aix-Marseille 2**, dirigée par son Président, M. Yvon BERLAND, pour le compte du Centre de physique des particules de Marseille, UMR 6550 CNRS, (CPPM)
- **L’Université Claude Bernard Lyon 1**, dirigée par son Président, M. Lionel COLLET, pour le compte de l’Institut de Physique Nucléaire de Lyon, UMR 5822, (IPNL)
- **L’Université Paris-Sud 11**, dirigée par sa Présidente, Mme Anita BERSELLINI, pour le compte du Laboratoire de l’Accélérateur Linéaire, UMR 8607

Et

Le Commissariat à l’Energie Atomique, ci-après dénommé **CEA**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège est sis Bâtiment le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 Paris (France), représenté par son Administrateur Général, M. **Alain BUGAT**,

Agissant au nom et pour le compte du :

- **Département d’Astrophysique, de physique des Particules, de physique nucléaire et de l’Instrumentation Associée** de la Direction des Sciences de la Matière (DSM), ci-après dénommé **DAPNIA**, dirigé par M. Jean ZINN-JUSTIN,

Et

POUR LES PARTIES CHINOISES :

L'**Académie des Sciences de Chine** ci-après dénommée **CAS**, dont le siège est sis 52 Sanlihe Road., Pékin 100864, République Populaire de Chine, représentée par son Président, M. **LU Yongxiang**,

Agissant au nom et pour le compte de :

- L'Institut de Physique des Hautes Energies de l'Académie des Sciences de Chine, ci-après dénommé **IHEP**, et ses Instituts :
 - Le Centre d'Informatique en Réseau
 - L'Université de Sciences et Techniques de Chine

Et

L'**Université Qinghua (Tsinghua)**, dont le siège est sis à Pékin, 100084, République Populaire de Chine, représentée par son Président, M. **GU Binglin**,

L'**Université de Pékin**, dont le siège est sis à Pékin 100871, République Populaire de Chine, représentée par son Président, M. **XU Zhihong**,

L'**Université du Shandong**, dont le siège est sis 27 Shanda Nanlu, Jinan, République Populaire de Chine 250100, représentée par son Président, M. **ZHAN Tao**,

L'**Université de Nankin**, dont le siège est sis 9 Chegongzhuang Avenue, Pékin 100044 République Populaire de Chine, représentée par son Président, M. **CHEN Jun**,

L'**Université des Technologies de Dalian** dont le siège est sis DaLian, LiaoNing, République Populaire de Chine, 116024, représentée par son Président, M. **CHENG Gengdong**,

L'**Université Normale de Huazhong**, dont le siège est sis 152 Luoyu Road wuhan hubei, République Populaire de Chine, représentée par son Président, M. **MA Ming**,

Ci-après désignés conjointement « Parties », ou individuellement « les Parties françaises ou les Parties chinoises ».

VU :

- L'accord de coopération scientifique et technologique signé à Paris le 8 juillet 1993 entre l'Académie des Sciences de Chine (CAS) et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS),
- L'accord de coopération en termes de propriété intellectuelle entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Populaire de Chine signé le 24 Septembre 1998,
- L'accord de coopération dans le domaine de la recherche fondamentale et de la recherche technologique entre l'Académie des Sciences de Chine (CAS) et le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) signé le 29 avril 2003,
- Le mémoire d'entente signé le 13 février 2006 entre l'Institut de Physique des Hautes Energies (IHEP) et l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules (IN2P3) pour la participation au Worldwide LHC Computing Grid Collaboration (W-LCG).

PREAMBULE :

Les Parties ayant démontré une compétence reconnue et un intérêt pour la physique des accélérateurs, des hautes énergies et des astroparticules,

Les Parties souhaitant collaborer en matière de recherche dans les domaines de la physique des accélérateurs, des hautes énergies, des astroparticules et des technologies associées,

Elles conviennent, sur la base de la présente convention, de constituer un Laboratoire International Associé, ci-après désigné **LIA**, dépourvu de personnalité juridique et régi par les dispositions suivantes.

TITRE I - DÉNOMINATION, OBJET, COMPOSITION ET DOMICILIATION

Article 1 : Dénomination

La dénomination du LIA est : **France-China Particle Physics Laboratory**, ci-après dénommé **LIA FC-PP** ou **FC-PPL**.

Article 2: Objet

L'objet de la convention est la création du LIA FC-PP en vue de la réalisation d'activités communes de coopération, ci après dénommées « Projets de recherche conjoints », dans le cadre d'un programme de recherche scientifique dans les domaines de la physique des particules, des astroparticules, des accélérateurs et des technologies associées, validé par son Comité de pilotage.

Pour la première année, les projets du programme scientifique seront choisis à partir des propositions de projets de recherche conjoints décrits à l'Annexe 1 qui fait partie intégrante de cette convention.

Article 3: Composition

Le LIA FC-PP est composé des laboratoires suivants :

- Pour les Parties françaises : les laboratoires de l'IN2P3 du CNRS et le DAPNIA du CEA tels que visés à l'Annexe 4 de la présente Convention
- Pour les Parties chinoises : les instituts et universités tels que visés à l'Annexe 4 de la présente Convention

Article 4 : Domiciliation

Le FC-PPL a deux (2) domiciliations administratives, l'une en France et l'autre en République Populaire de Chine :

- la domiciliation administrative du LIA FC-PP en France est : le Centre de Physique des Particules de Marseille (CNRS/IN2P3-Université de la Méditerranée), case 902, 163 avenue de Luminy, 13228 Marseille cedex 9 (France).
- la domiciliation administrative du LIA FC-PP en Chine est l'Institut de Physique des Hautes Energies de l'Académie des Sciences de Chine : 19 Yu Quan Lu, Pékin 100039.

Elle pourra être modifiée par les Parties sur proposition du Comité de pilotage.

Article 5 : Nature de la coopération

Rien dans cette Convention ne conférera ou ne représentera, ne créera ou ne donnera effet à une entreprise commune, un partenariat, un intérêt, un groupement ou toute autre forme de groupement commercial ou entité entre les Parties.

TITRE II - MOYENS FINANCIERS ET PERSONNELS

Article 6 : Financement du LIA

Le budget du LIA comprend les besoins exprimés ainsi que les ressources correspondantes détaillées selon les Parties qui les financent.

Le budget du LIA comprend les coûts de fonctionnement du LIA, l'organisation des réunions du Comité de pilotage, les missions du personnel, l'équipement, le soutien administratif du personnel, ainsi que les autres coûts associés.

Chaque année, le budget nécessaire à la réalisation des projets de recherche au sein du LIA est préparé par les Co-directeurs et présenté au Comité de pilotage pour avis. La présentation du

budget comprend une liste détaillée des besoins spécifiques et des ressources mises à disposition par chaque Partie.

Le budget approuvé du LIA est suivi par les Co-directeurs. L'Annexe 3, faisant partie intégrante de la présente convention, récapitule les ressources prévisionnelles pour le budget du LIA, pour son année de création.

Outre ces moyens financiers, chaque Partie gère, sous sa propre responsabilité et ses propres compétences, selon les règles qui lui sont propres, tous les moyens (les équipements, les locaux, les installations et le personnel) qu'elle met en œuvre dans le cadre des tâches qui lui incombent au titre des projets de recherche du LIA.

Article 7 : Contrôle de l'utilisation des fonds

L'utilisation du financement pour le programme du LIA, peut être vérifiée sur simple demande par une personne habilitée de toute Partie. Par ailleurs, les crédits utilisés par chaque responsable d'équipe pour le LIA sont soumis aux règlements des Parties et aux lois en vigueur dans leurs pays respectifs.

Article 8 : Personnels

8.1 Les personnels (chercheurs, techniciens et administratifs) impliqués dans les projets de recherche du LIA conservent le statut de leur organisme d'origine, qui les gère selon ses règles et procédures propres, et assume à leur égard sa responsabilité d'employeur. Ils effectuent leurs tâches conformément aux instructions reçues de leurs supérieurs hiérarchiques.

Les responsables d'équipe consultent les Co-directeurs sur les modalités, le calendrier et l'ampleur de la participation de leur personnel à l'exécution des projets de recherche conjoints.

La liste des personnels des laboratoires susceptibles de contribuer à la réalisation des projets de recherche du LIA la première année est précisée à l'Annexe 4 de la présente convention. Toute modification de cette liste par une Partie doit être portée sans délai à la connaissance des Co-directeurs par écrit.

8.2 Du personnel des Parties françaises et de la Partie chinoise pourra être accueilli par un laboratoire d'une autre Partie dans le cadre de l'exécution des projets de recherche du LIA. Dans ce cas, le laboratoire d'accueil offrira à ce personnel, dans la mesure de ses moyens, toutes les facilités pour lui permettre de mener à bien les tâches qui lui incombent, au même titre que le personnel du laboratoire d'accueil.

8.3 Les personnels d'une Partie appelés à intervenir dans les locaux des laboratoires d'une autre Partie sont tenus de respecter les règles en vigueur dans ces locaux, notamment celles en matière d'hygiène et de sécurité, et de manière générale de se conformer aux instructions qui pourraient leur être données par le responsable de la structure d'accueil.

TITRE III - ORGANISATION DU LIA

Article 9 : Co-directeurs et responsables d'équipe

La direction scientifique du LIA est assurée par deux Co-directeurs, nommés, l'un par la Partie chinoise, l'autre par les Parties françaises. La durée du mandat de chaque Co-directeur est de deux (2) ans renouvelable. Les noms des Co-directeurs, à la signature de la présente convention, sont présentés à l'Annexe 2.

Les Co-directeurs assurent la responsabilité scientifique du LIA. Par conséquent, ils assurent la préparation des projets annuels de recherche conjoints et des budgets correspondants.

Chaque équipe scientifique qui participe aux projets de recherche du LIA sera dirigée par un ou deux responsables d'équipe (un de chaque Partie). Les Co-directeurs scientifiques se basent sur les propositions des responsables d'équipe pour établir le programme scientifique qu'ils présentent au Comité de pilotage.

Les responsables d'équipe devront s'assurer du budget nécessaire à la réalisation des projets approuvés.

Article 10 : Comité de pilotage

Afin d'assurer la coordination du programme scientifique du LIA, les Parties constituent un Comité de pilotage. La moitié des membres du Comité de pilotage est nommée par les Parties chinoises, et l'autre moitié par les Parties françaises.

La liste des membres du Comité de pilotage est présentée à l'Annexe 5 de la présente convention. Chaque Partie peut changer les membres qu'elle a nommés sous réserve d'en informer préalablement par écrit les autres Parties. Chaque membre ainsi nommé dispose d'une voix.

Les Co-directeurs du LIA assistent aux réunions du Comité de pilotage avec un rôle consultatif.

Chaque Partie peut inviter des membres de son personnel administratif et/ou un conseiller extérieur soumis à une clause de non-divulgaration pour assister aux réunions du Comité de pilotage, par exemple le conseiller scientifique des ambassades appropriées, ces invités auront un rôle consultatif.

Le Comité de pilotage se réunit au moins une fois par an à l'initiative de son Président. Les décisions du Comité de pilotage sont prises à l'unanimité. Si toutefois l'unanimité ne peut être obtenue, les décisions sont prises à la majorité absolue, à condition que les Parties en soient d'accord.

Article 11 : Rôle du Comité de pilotage

Le Comité de pilotage se prononce sur l'état, le programme et l'orientation des recherches, les moyens budgétaires nécessaires au fonctionnement du LIA. Il examinera en particulier le

Programme de Recherche Conjoint, le budget et les rapports financiers préparés par les Co-directeurs.

- En tant que de besoin, il établit le règlement interne du LIA. Il peut également se saisir de toute autre question concernant le LIA.

Article 12 : Présidence du Comité de pilotage

La Présidence du Comité de pilotage est assurée par un membre du Comité de Pilotage désigné pour un an à tour de rôle, par chacune des Parties.

Le Président convoque le Comité de pilotage aussi souvent que l'intérêt du LIA l'exige et au moins une fois par an. Il rend compte aux Parties des résultats obtenus et de l'utilisation des moyens financiers.

TITRE IV – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les principes de propriété intellectuelle ci-après sont explicités et en partie résolus dans l'Accord entre le Gouvernement français et la République Populaire de Chine de 1998 qui fera référence en priorité.

Article 13 : Publications

- 13.1** Chaque Partie s'engage à communiquer aux autres toutes les informations nécessaires à la réalisation des travaux communs de recherche. La publication des résultats scientifiques a lieu selon les règles en usage dans la communauté scientifique.
- 13.2** Les publications issues des travaux menés en commun au sein du LIA feront apparaître le lien avec les organismes constitutifs du LIA. Elles porteront obligatoirement la mention «*Recherches effectuées dans le cadre du Laboratoire International Associé France China Particle Physics Laboratory (FC-PPL)*» et seront suivies de l'adresse du site internet du FC-PPL.
- 13.3** Pendant la durée de la présente convention et les deux (2) ans qui suivent, chaque Partie s'engage à demander l'accord des autres Parties lorsqu'il envisagera des publications issues des projets de recherche du LIA FC-PPL. Cet accord ne pourra être refusé que pour un motif sérieux.
- 13.4** Aucune publication ou communication ne pourra être retardée de plus de trois (3) mois par un désaccord entre les Parties sauf si elle contient des informations présentant un intérêt de nature industrielle, commerciale ou stratégique pour les activités d'une des Parties. Dans ce cas, la décision relative à la nature et à la durée de la confidentialité appartiendra au Comité de pilotage.
- 13.5** En cas de séquestre, les personnels du LIA pourront toujours communiquer leurs résultats sous forme d'un rapport confidentiel à leurs autorités hiérarchiques.
- 13.6** Chaque Partie s'engage à traiter de manière confidentielle et à ne pas révéler à des tiers les informations qui parviendront à sa connaissance dans le cadre du travail en commun.

Article 14: Confidentialité

En ce qui concerne toute information qui a explicitement été désignée « confidentielle » (ci après dénommée « Information Confidentielle »), obtenue en liaison avec cette Convention par l'une des Parties (« Partie réceptrice »), d'une autre Partie (« Partie communicante »), la Partie réceptrice s'engage pour une période de 4 ans à partir de la date de communication à :

- ne pas utiliser cette Information Confidentielle autrement que pour le propos défini lors de la communication
- ne pas révéler l'Information Confidentielle à un Tiers sans l'accord préalable par écrit de la Partie communicante
- limiter la communication de cette Information Confidentielle au personnel de ses laboratoires et qu'en cas de stricte nécessité
- de restituer à la Partie communicante sur demande toutes les Informations Confidentielles qui ont été fournies ou obtenues par la Partie réceptrice, y compris les copies, et d'effacer toute Information Confidentielle enregistrée sous forme lisible.

Excepté au cas où l'Information Confidentielle :

- est ou devient publique d'une autre source que la Partie communicante, ou
- est développée par la Partie de réception de façon complètement indépendante de toute communication par la Partie communicante
- est divulguée pour satisfaire à la loi ou à une action légale à laquelle la Partie communicante doit se soumettre.

Les Parties sont responsables de la satisfaction des obligations ci-dessus par leurs employés et assurent que leurs employés seront respectivement obligés, dans la mesure légale, pendant la durée de leur emploi et après la cessation de leur emploi.

Rien dans ce paragraphe ne s'opposera à :

- la soutenance par les Parties d'une thèse devant un jury, en accord avec les règles en vigueur et la pratique, en soumettant si besoin le jury à des obligations de confidentialité non moindres à celles mentionnées ci-dessus
- l'obligation d'une Partie à publier un rapport d'activité scientifique pour l'Etat ou l'organisme administratif auquel elle appartient. Ce document ne représente pas une divulgation publique mais une communication en interne.

L'expiration de cette Convention ne libérera pas les Parties des droits et obligations qui ont été soulevés dans cet article.

Article 15: Propriété et exploitation

15.1 Connaissances préexistantes

Chaque Partie est et demeure l'unique propriétaire de ses droits de propriété intellectuelle et industrielle sur sa connaissance et son savoir faire (ci-après dénommée « Connaissances préexistantes »), obtenues préalablement à cet Accord ou acquises parallèlement.

Sous réserve des droits de tierces Parties, les Parties s'accordent le droit d'utiliser librement les Connaissances préexistantes dans l'unique but de mener les projets de recherche conjoint dans le cadre du LIA.

15.2 Résultats

15.2.1 Propriété des résultats

Les résultats brevetables et non brevetables (ci-après dénommés « les Résultats ») obtenus dans le cadre de cet Accord appartiennent conjointement aux Parties (ci-après dénommés « Co-propriétaires »), proportionnellement à leurs contributions respectives.

La quote part de copropriété dévolue à chaque Co-propriétaire sera évaluée par les chefs d'équipes concernés et les Co-directeurs du LIA. L'appréciation de cette quote-part aura lieu au cas par cas en fonction des paramètres usuels d'évaluation (contributions (intellectuelles, coût de travail, soutien financier au projet, coûts spécifiques liés à l'entretien et aux structures, les équipements, etc. ...)).

Les Co-propriétaires s'accorderont sur les pays ou régions où le dépôt sera déposé. Un ou plusieurs Co-propriétaires peu(ven)t déposer un brevet, pour leur compte et à leurs frais, si un ou plusieurs autres Co-propriétaires conjoints ne souhaite(nt) pas déposer le brevet. Si, pendant le temps où court la protection, un ou plusieurs Co-propriétaires décide(nt) de ne pas poursuivre sa (leur) participation, cette participation peut cesser après notification écrite aux autres Co-propriétaires. Les Co-propriétaires restant ont le droit et la capacité d'entreprendre le dépôt de brevet en leurs seuls noms.

Si un des Co-propriétaires ne participe pas à la protection d'un Résultat conjoint, ou cesse sa participation à cette protection, il renonce à tous ses droits associés (droit d'exploitation, droit d'obtention de royalties, dommages pour infractions), alors que son droit d'utiliser les Résultats conjoints ne sera pas affecté.

Le dépôt du brevet sera fait au nom des Co-propriétaires qui souhaitent protéger ledit brevet.

Les coûts du dépôt de brevet, y compris son enregistrement, son maintien et sa prolongation, seront partagés par les Co-propriétaires qui participent à la protection, en fonction de leur quote-part de propriété.

15.2.2 Exploitation des résultats

Chaque Propriétaire conjoint a le droit non exclusif, non transférable et gratuit d'utiliser le Résultat conjoint pour ses propres activités, sans aucune restriction ni nécessité d'un consentement de tout autre Co-propriétaire, à l'exception de toutes activités commerciales ou industrielles. Tout transfert de droit de propriété ou tout accord de licence ou de droit similaire par un Co-propriétaire sur un Résultat conjoint requiert le consentement préalable des autres Co-propriétaires.

Les licences à des tiers pour utiliser ou pour exploiter les Résultats conjoints ne sont accordées qu'après accord respectif de tous les Co-propriétaires participant à la protection des Résultats conjoints.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 16 : Évaluation

L'activité du LIA est évaluée annuellement et en alternance par les instances compétentes de chaque partenaire, selon les règles respectivement en vigueur dans ces organismes. Les partenaires peuvent convenir à tout moment de constituer un comité ad hoc, notamment en cas de renouvellement du LIA, et ce, dans le but d'évaluer les travaux du LIA et d'émettre des recommandations sur son orientation scientifique et son activité.

Article 17 : Durée de la convention

Le LIA est constitué pour une durée de quatre (4) ans à compter de la date de signature de la dernière des Parties de la présente convention. Toute prorogation de cette durée se fera par voie d'avenant.

Article 18 : Adhésion, résiliation, retrait et exclusion

18.1 Adhésion :

Les Parties peuvent accepter de nouveaux laboratoires membres sur proposition du Comité de pilotage.

18.2 Résiliation :

Les Parties peuvent décider d'un commun accord de mettre un terme à cet Accord de façon prématurée, par exemple dans le cas d'un désaccord persistant entre les Parties, avec l'établissement d'un préavis de six mois.

La décision d'arrêt est prise entre les Parties, après conseil du Comité de pilotage.

18.3 Retrait :

Toute Partie peut se retirer du LIA sous réserve d'un préavis de six mois par lettre recommandée. Les modalités financières du retrait doivent recueillir l'accord du Comité de pilotage.

Article 19 : Informations

La présente convention n'affecte pas la participation des Co-directeurs ou des responsables d'équipe désignés à l'Article 9 à des conventions de recherche et autres contrats conclus avec des tiers. Toutefois, les Parties s'engagent mutuellement à s'informer après la création du LIA, dans un délai d'un mois, de toute participation à des conventions de recherche et de tout contrat conclu avec un tiers, dans la mesure où cela paraît nécessaire dans le cadre du programme de recherche scientifique conjoint.

Article 20: Responsabilité

Sauf en cas d'accord spécifique contraire entre deux ou plusieurs Parties, chaque Partie ne sera responsable vis-à-vis des autres Parties que des dommages directs ; blessures ou dommages matériels, que cette Partie ou son personnel a causé par le fait d'une négligence grave ou mauvaise conduite intentionnelle. Aucune Partie n'est responsable envers une autre Partie d'une perte conséquente ou indirecte ou de dommages tels que notamment une perte de profits, une perte de revenus ou une perte de contrat.

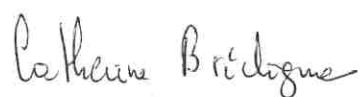
Article 21 : Autres dispositions

- 21.1** Les Parties s'efforceront de régler leurs litiges à l'amiable. Tout personnel d'une Partie se trouvant impliqué de son plein gré ou contre son gré dans un litige doit d'abord prendre en considération les conséquences de celui-ci sur l'activité du LIA et s'efforcer de trouver une solution à l'amiable. En cas d'échec, ils seront tranchés suivant le règlement de conciliation et d'arbitrage de la chambre de commerce internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce règlement.
- 21.2** Toute modification, par voie d'avenant à la présente convention doit recueillir l'accord unanime de toutes les Parties.
- 21.3** Nonobstant l'échéance, la résiliation de la présente convention ou le retrait de l'une des Parties de la présente collaboration, les dispositions du titre IV resteront en vigueur.

La présente convention a été rédigée en deux (2) exemplaires originaux, dont un en langue française et un en langue chinoise, et huit (8) copies certifiées conformes de chaque exemplaire original, toutes les versions faisant également foi.

Fait à Paris le 10 avril 2007

Pour le Centre National de la Recherche Scientifique

A handwritten signature in black ink, reading "Catherine Brechignac". The script is fluid and cursive, with the first name "Catherine" and the last name "Brechignac" clearly distinguishable.

Catherine BRECHIGNAC
Présidente

Fait à Paris le 10 avril 2007

Pour le Centre National de la Recherche Scientifique

A handwritten signature in black ink, consisting of the letters 'A', 'M', and 'g' in a stylized, cursive script.

Arnold MIGUS
Directeur Général

Fait à Paris le 10 avril 2007

Pour le Commissariat à l'Energie Atomique



Alain BUGAT
Administrateur Général

Fait à Paris le 10 avril 2007

Pour l'Académie des Sciences de Chine

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, cursive characters that appear to be 'YH' followed by a flourish.

LU Yongxiang
Président